

sécurité des soins

Prendre soin des patients en toute sécurité

Marc Chanelière

Le Coudrier, 2019, 174 p.

Soigner, comporte des risques pour les patients. Tous les professionnels de santé en font l'expérience, parfois de façon douloureuse. En ville, les événements indésirables associés aux soins sont fréquents. Très peu, heureusement, ont des conséquences graves. En revanche, tous sont intéressants à étudier afin d'éviter qu'ils se reproduisent.

Dans cet ouvrage, l'auteur expose la démarche à mettre en œuvre pour sécuriser les pratiques soignantes. À partir de situations vécues, il montre comment l'analyse systématique d'un événement permet d'identifier tous les facteurs contributifs, puis explique de quelle manière définir des mesures préventives pertinentes. Enfin, il incite à mener ce travail à plusieurs, et de façon pluriprofessionnelle.

Données épidémiologiques, outils méthodologiques et conseils pour réagir face à un événement complètent le livre. Autant d'éléments qui intéresseront aussi bien les médecins, les pharmaciens et les infirmières que les autres soignants qui exercent en ville.

Corinne Le Goaster



États-Unis

Covid-19 : quelles mesures prises depuis le début de la crise ?

Récapitulatif des principales mesures sanitaires, à caractère social et économique prises face à l'expansion de l'épidémie en mars 2020

Après plusieurs semaines de déni et de doute sur la réalité de la menace de la crise pour les États-Unis, les autorités américaines ont été confrontées à une expansion de l'épidémie qui touche l'ensemble du territoire, avec des points chauds à l'Ouest et surtout à New York.

Historique des mesures prises

Après une première mesure qui a constitué à l'arrêt, fin janvier 2020, des vols en provenance de Chine, les autorités américaines ont multiplié depuis la mi-mars les annonces à caractère sanitaire, social et économique. L'expansion de l'épidémie de coronavirus touche désormais l'ensemble du territoire, avec des points chauds à l'Ouest et à New York. On dénombrait fin mars 186 150 cas et au moins 3 600 décès (source : Centers for Disease Control and Prevention [CDC]). Le niveau fédéré et local est au premier plan dans la gestion de la crise.

Au nom de l'urgence nationale, décrétée le 13 mars, chaque État a dû mettre en place immédiatement des centres d'opérations d'urgence. Toutes les opérations chirurgicales non urgentes (y compris dentaires) ont dû être reportées pour que les capacités soient centrées sur la réponse à l'épidémie. Il a été demandé à chaque hôpital du pays d'activer les plans de préparation aux situations d'urgence. Une première enveloppe financière a été votée par le Congrès, de 8,3 milliards de dollars, pour financer l'État fédéral et accompagner les États et les autorités locales dans ces efforts.

Mesures de distanciation sociale

L'administration fédérale a annoncé le 16 mars une série de recommandations (réévaluables au bout de quinze jours) interdisant les rassemblements de plus de dix personnes, encourageant le travail à domicile et demandant d'éviter les déplacements non essentiels. Les CDC ont demandé le report ou l'annulation de tous les événements rassemblant plus de cinquante personnes. Ces

mesures ont été reconduites fin mars pour trente jours supplémentaires. En raison de l'importance de l'épidémie dans les États de New York, du New Jersey et du Connecticut, les CDC ont publié fin mars des recommandations officielles exhortant les résidents de ces États à éviter tout déplacement domestique non essentiel pendant quatorze jours. Aux mesures prises au niveau fédéral s'ajoutent celles des États fédérés pour tenter de freiner la propagation du virus, qui varient selon la situation de chaque État – la plupart ont désormais fermé les écoles, crèches et universités ; fermé ou posé des restrictions sur l'accès aux bars, restaurants, salles de sport, etc. ; fermé l'accès aux parcs et jardins d'enfants. Plusieurs primaires démocrates ont été reportées. Certains États ont décidé d'instaurer des couvre-feux (New Jersey, Puerto Rico). D'autres, de plus en plus nombreux, ont pris la décision de mettre en place des mesures de confinement (Californie, New York, Connecticut, Illinois, Nouvelle-Orléans...) – trois Américains sur quatre sont confinés à la date du 31 mars.

Mesures touchant à la mobilité des personnes

Décisions successives de fermeture des frontières : avec la Chine dès le 31 janvier ; avec les pays de l'espace Schengen (puis étendu au Royaume-Uni et à l'Irlande) le 11 mars ; puis avec le Mexique et le Canada. Le Département d'État a relevé son niveau d'alerte pour les Américains au niveau 4 (« Do not travel ») pour les voyages dans le monde entier.

Équipements

Alors que certains États sont confrontés à une pénurie de masques, ventilateurs, respirateurs,

l'utilisation du Defense Production Act a été annoncée par le gouvernement pour contraindre des entreprises à produire ces équipements et aider les États à en obtenir

Tests

Face à leur retard initial sur les tests, les États-Unis ont accéléré leurs efforts en s'appuyant sur le secteur privé et en homologuant en urgence de nouveaux tests. Un partenariat privé-public a été mis en place pour répondre à la demande de tests avec l'ouverture d'un site Internet par Google pour déterminer si un test est nécessaire ou non, la géolocalisation des lieux possibles de test ainsi que la mise en place de « *drive-thru* » sur les parkings des grandes enseignes commerciales. Google a débuté par un site pilote pour la baie de San Francisco. D'autres mesures créent une hotline 24 heures/24 et 7 jours/7 pour les laboratoires ayant des difficultés à obtenir du matériel, subventionnent à hauteur de 1 million de dollars le développement de tests rapides, et ont autorisé des tests développés par de nombreux fabricants, dont Roche (3 h 30), Thermo Fisher, Hologic, Cepheid (45 minutes) et enfin Abbott Laboratories (moins de 15 minutes), avec l'espoir d'avoir bientôt des tests personnels (rapides et sans implication de personnel médical).

Traitement et vaccin

Les perspectives qu'offre la chloroquine nourrissent de grands espoirs, la FDA a autorisé l'utilisation de doses d'hydrochloroquine (36 millions de doses) ainsi que de chloroquine (1 million de doses). La FDA a donné au Houston Methodist l'approbation pour une thérapie utilisant le plasma de convalescents. Cette méthode consiste à recueillir le plasma de patients rétablis après une maladie à virus et à injecter les anticorps neutralisants à un patient infecté. Le NIH (National Institute of Allergy and Infectious Diseases) a annoncé le lancement d'un essai clinique (phase 1) pour un vaccin (mRNA-1273), indiquant une disponibilité possible, si les essais sont positifs, dans les douze à dix-huit mois.

Mobilisation de l'armée

Un début de mobilisation de l'armée, avec le déploiement de deux bateaux-hôpitaux militaires (le *Mercy* et le *Comfort*) sur les côtes (New York et Côte Ouest); de premiers préparatifs en vue de l'installation d'hôpitaux militaires; la mobili-

sation du corps des ingénieurs de l'armée pour accompagner les gouverneurs.

Mesures à caractère social

Le Congrès, après une première réponse budgétaire d'urgence essentiellement consacrée à la prise en charge de l'épidémie (8,3 milliards de dollars), a adopté un deuxième plan de soutien à l'économie (Families First Coronavirus Response Act, le 18 mars) de 105 milliards de dollars, avec les mesures suivantes.

- L'instauration d'un congé maladie indemnisé pour les entreprises de moins de 500 salariés, pour une durée de deux semaines pleinement indemnisées (jusqu'à un plafond de 511 dollars par jour) pour les personnes affectées par le Covid-19, et de deux semaines partiellement indemnisées pour les personnes qui s'occupent d'une personne malade du Covid-19.

- Un renforcement de l'assurance-chômage.
- Des crédits supplémentaires et le relâchement des conditions d'accès aux programmes alimentaires de premier ressort (coupons alimentaires, banques alimentaires, dispositifs spécifiques aux personnes âgées).

- Une augmentation de la part des dépenses de Medicaid (assurance santé publique des ménages à faibles revenus) prise en charge par l'État fédéral, cette mesure réduisant les dépenses des États fédérés, confrontés à une contrainte d'équilibre budgétaire d'autant plus stricte que leurs recettes vont diminuer avec le ralentissement de l'activité. Le troisième plan de soutien à l'économie (Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act ou CARES Act), signé le 27 mars, prévoit des transferts monétaires directs pour les ménages (1 200 dollars par adulte et 500 dollars par enfant), repousse la date limite pour l'acquittement de l'impôt sur le revenu de quatre-vingt-dix jours jusqu'à un plafond de 1 million de dollars, et suspend les intérêts des prêts étudiants ainsi que de leur remboursement.

À la demande du gouvernement fédéral, les assureurs prennent en charge 100 % du coût de réalisation des tests de dépistage, et les deux assureurs les plus importants du pays (Cigna et Humana) ont annoncé prendre en charge à 100 % les soins liés au Covid-19 de leurs assurés.

Mesures à caractère économique

Le troisième plan de soutien (CARES Act) prévoit un soutien financier et fiscal massif pour les entreprises, à hauteur de 2 000 milliards de dollars.

Il comporte notamment un plan de soutien aux PME de 349 milliards de dollars (sous la forme de prêts à taux préférentiels et partiellement transformables en dons), des mesures de soutien pour les indépendants et des aides à certains secteurs, comme les transports (114 milliards de dollars, dont 58 milliards de dollars pour les compagnies aériennes).

La FED, la banque centrale américaine, a également pris de nombreuses mesures pour éviter l'effondrement des secteurs financiers. À ces mesures de soutien fédéral s'ajoutent de nombreux dispositifs au niveau des États fédérés et des autorités locales.

L'administration américaine continue d'étudier les moyens de rapatrier la production d'équipements médicaux aux États-Unis. Un quatrième plan de relance, axé sur les infrastructures, est désormais envisagé.

CÉLINE JAEGGY ET MIKAEL GARNIER-LAVALLEY

Cette rubrique est réalisée par les conseillers aux affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.